



SÉRIE AMÉRICAINE ÉLECTIONS 2020

Par son impact sur le reste du monde autant que par ses incertitudes, l'élection présidentielle américaine va retenir notre attention durant les semaines qui viennent. Terra Nova se met à l'heure américaine en publiant des contributions venant d'horizons variés, avec pour objectif de multiplier les éclairages sur une élection atypique. Sans illustrer une position collective de Terra Nova, les textes du présent cycle viseront à mieux comprendre les impacts multiples de ce vote aux Etats-Unis et au-delà.

L'AMÉRIQUE FRACTURÉE DE DONALD TRUMP

20 octobre 2020 | Par Laurent Berger, Secrétaire général de la CFTD

Une élection est d'abord l'occasion d'un bilan. En matière économique, les partisans de Donald Trump jugent le sien plutôt flatteur. Et il faut reconnaître que, jusqu'à la pandémie, des résultats pouvaient être mis en avant. Le taux de chômage, en particulier, était descendu à moins de 4%. A ce moment-là, même les syndicalistes américains dont la sensibilité dominante est loin d'être trumpiste étaient un peu perturbés. Les capitalisations boursières avaient explosé dans le même temps, ce qui était vu positivement par beaucoup, y compris dans le mouvement syndical qui n'oublie pas qu'aux Etats-Unis les retraites reposent sur la capitalisation.

Mais, même avant la pandémie, ce bilan présentait aussi des revers catastrophiques. Tout d'abord le creusement des inégalités sous l'effet des réductions d'impôts concentrées sur les plus favorisées et de la remise en cause de l'ObamaCare qui risque de réduire la protection sociale des classes moyennes et populaires.

Autre revers, l'augmentation de la dette publique et privée, poussée notamment par un déficit public installé depuis plusieurs années à des hauteurs que nous n'accepterions pas en Europe. Enfin, la balance commerciale, quoi qu'en dise l'actuel Président, est restée négative, notamment en raison de son comportement et de ses choix (les taxes sur les importations ont aussi entraîné des représailles et de moindres exportations).

Au-delà du bilan économique, la situation sur la question environnementale notamment est encore plus clairement dégradée et, d'une certaine façon, dégradante. La sortie de l'Accord de Paris et les discours climato-sceptiques du Président ont conduit à la remise en cause de plusieurs règlements environnementaux et sanitaires. Cela n'a pas empêché, bien sûr, certains Etats fédérés et certaines villes de continuer à mettre en place des politiques de développement durable, mais avec moins de moyens juridiques. Donald Trump a par ailleurs relancé les énergies fossiles, notamment le charbon. Et rien n'a ébranlé ses convictions, ni les gigantesques incendies dans l'ouest du pays, ni la fréquence et la violence accrues des cyclones dans le sud : à ses yeux, tout ça n'a rien à voir avec le changement climatique.

N'oublions pas non plus les enjeux sociétaux : immigration, violences policières, droit des femmes... Sous l'administration Trump, la politique migratoire aura connu un durcissement sans précédent, au point de murer des frontières et d'interner des milliers de migrants dans des camps surpeuplés, y compris des enfants séparés de leurs parents. Sur les violences policières, concentrées en particulier sur les citoyens noirs (car ce sont souvent des violences raciales), le Président, loin de chercher l'apaisement, encourage au contraire le discours suprémaciste. Au final, les tensions sont exacerbées par celui qui exerce la direction du pays. Même constat sur le port d'armes : non seulement le lobby de la NRA est plus que jamais inamovible, mais le Président est lui-même persuadé que le port d'armes ne doit faire l'objet d'aucune restriction. Quant au droit des femmes, il est lui aussi en régression. Les discours religieux et très conservateurs du Président encouragent en particulier les groupes anti-avortement. Et la nomination prochaine à la Cour suprême d'une juge ultra-conservatrice sur ce sujet ne va rien arranger.

Dernier point : la politique internationale. Dans ce domaine, les années Trump se caractérisent par un repli sur soi et l'isolationnisme de la première puissance mondiale. Sa remise en cause du multilatéralisme, notamment via les refus répétés de financer les institutions internationales (OMC, OMS...) s'est doublée d'une agressivité inédite envers les autres pays du monde.

Il a orchestré son affrontement avec la Chine et l'Iran, affiché un mépris certain pour l'Union européenne, particulièrement visible au moment du Brexit... Certes, cette politique était sans surprise : Donald Trump a mis en œuvre son programme, *America First*. Mais il l'a poussé à un point où, tant par ses initiatives que par son discours, il a considérablement affaibli l'ordre international. Jusqu'ici, la puissance avait créé des responsabilités aux Etats-Unis ; avec le Président Trump, elle s'est émancipée de toute responsabilité.

Sur le fond, la politique qui a été conduite est donc catastrophique. Sur la forme, le débat public se sera nourri, quatre ans durant, de tweets à l'emporte-pièce, de contre-vérités et d'instrumentalisations sans scrupules, contribuant à une tension politique croissante. Au total, Donald Trump aura alimenté une cassure profonde dans la société américaine : elle était déjà très divisée (c'est même grâce à cette division qu'il a gagné les élections en 2016), mais la radicalisation des positions a été exacerbée par son président. L'état de la démocratie outre-Atlantique est aujourd'hui extrêmement préoccupant.

La campagne en cours en témoigne. Elle se déroule bien sûr dans un contexte très singulier, marqué par une pandémie de Covid-19 qui polarise beaucoup les positions. Les comportements des deux candidats sont à cet égard totalement opposés : Biden limite les grands meetings, respecte les gestes barrière, se veut rassembleur, tandis que Trump participe à des réunions sans aucune prudence et continue à tenir des propos clivants sur cette question. Mais au-delà de ce contexte qui pèse énormément et qui fera peut-être une partie du résultat, le spectacle auquel on assiste n'a plus grand-chose à voir avec un débat démocratique. Pour une raison simple : la démocratie ne peut s'exercer que dans le respect de la vérité et en s'appuyant sur un socle d'accord sur la réalité. Avec Trump, cela n'existe pour ainsi dire plus et les Démocrates sont conduits à faire essentiellement une campagne anti-Trump. Du coup, aucun débat de fond n'est possible, ce qui est d'ailleurs potentiellement dangereux pour les Démocrates eux-mêmes.

Ce contexte politique n'est malheureusement pas une exception américaine. La récente campagne polonaise était tout sauf un modèle de modération. Le Brésil offre un autre exemple de ce genre de dérives. Ce qui se passe aux Etats-Unis n'est pas toujours annonciateur de ce qui va nous arriver un peu plus tard, mais en l'occurrence, on peut se poser la question. La France elle-même n'est pas à l'abri. On le voit dans les débats actuels sur la question sanitaire : on y entend à peu près tout et son contraire et toutes les paroles sont à peu près mises sur le même plan, qu'elles soient argumentées ou assénées.

Trump a hystérisé la société américaine. Mais la violence croissante du débat politique, en Amérique comme ailleurs, tient aussi à l'évolution des rapports sociaux et à l'inquiétude face à l'avenir. On en arrive à un point où l'interlocuteur d'en face est disqualifié avant même d'avoir pris la parole. Or, quand on est dans une telle situation, plus personne n'a besoin de travailler pour essayer de comprendre, d'argumenter et de convaincre. L'adversaire politique devient simplement un ennemi. Dans ces conditions, la loi électorale peut continuer à s'appliquer, mais l'esprit de la démocratie s'est évanoui.

Alors qui sera le prochain président des Etats-Unis ? On peut être inquiet sur l'issue de cette compétition. D'une part, les troupes de Trump continuent d'être très virulentes : ce ne sont pas de simples électeurs, mais un fan club de supporters radicalisés. D'autre part, l'effet du vote par correspondance est incertain. Les Démocrates pensent que cela leur sera favorable car ils font l'hypothèse que cela traduirait une forte participation de la population noire et des jeunes. Mais c'est loin d'être acquis. Certaines minorités peuvent par ailleurs être ambivalentes : les « Latinos » pourraient être tentés par le vote Biden en pensant à la politique migratoire de son adversaire, mais ils pourraient aussi se déterminer en fonction de questions religieuses et conservatrices.

Il est périlleux de faire des prédictions depuis l'Europe : on peine à mesurer ce qui se passe sur l'ensemble du territoire américain, en dehors de New York, San Francisco et quelques autres grandes métropoles. Ce prisme déformant qui nous a empêché d'anticiper le résultat de 2016, est toujours présent. On peut néanmoins envisager trois scénarios. Le premier : Biden l'emporte largement. Dans ce cas, même s'il y a quelques troubles, on peut espérer une forme d'apaisement de la société américaine. Cela ne vaudra pas dire pour autant que sur la question sociale ou environnementale, Biden se révélera un grand progressiste. Le deuxième : Trump l'emporte. Dans ce cas, il y aura peut-être une réaction violente de dépit du côté démocrate et une démonstration de force des partisans de l'actuel Président. Mais surtout, l'Amérique continuera sur sa lancée. On vivra alors avec la crainte d'un dérapage international susceptible de nous faire plonger dans un chaos mondial. Troisième scénario : Biden l'emporte, mais de justesse. Dans ce cas, on peut craindre un affrontement et d'importants désordres civils. Les milieux d'affaire et les Républicains anti-Trump seront-ils alors capables de siffler rapidement la fin de la partie ?

La première hypothèse est donc la seule voie souhaitable. On ne reviendra sans doute pas au *statu quo ante*, mais on peut espérer que l'Amérique panse les plaies du mandat qui s'achève et qu'elle rejoigne le camp d'un minimum de multilatéralisme, en particulier en matière climatique et sanitaire.

Il ne faut pas s'illusionner non plus sur la relation sino-américaine et sur le déclin des idées libre-échangistes. Sur ce point, les syndicalistes américains, par exemple, ne sont pas très différents de leurs homologues ailleurs dans le monde : un pouvoir qui leur promet de rapatrier la production sur le territoire national rencontre souvent leurs faveurs. L'internationalisme est plus vivant en mots qu'en actes. La crise que l'on vit aujourd'hui, couplée aux processus de polarisation qui traversent nos sociétés, conduit tout le monde à la tentation du repli sur soi.